

■ Simulation politique

Article de nouvelles de politique québécoise

NOUVELLE DEMANDE DE LA MAIRESSE DE MONTRÉAL¹

La mairesse de Montréal, Johanne Laplante, a convoqué les médias hier afin de faire de nouvelles demandes au gouvernement du Québec. Elle exige que soient installés le plus rapidement possible des postes de péage aux entrées de Montréal, mais également sur l'ensemble des autoroutes de la province. Elle affirme : « Il est temps que le gouvernement du Québec mette ses culottes et fasse vraiment quelque chose pour diminuer la circulation sur nos autoroutes. Ceci est particulièrement vrai pour Montréal, constamment congestionné par les automobilistes qui proviennent de l'extérieur de la ville. Il faut que les gens se déplacent plutôt par le transport en commun, et seul le péage peut les forcer à faire ça. »

Évidemment, cette sortie ne fait pas l'unanimité. Un journaliste a interrogé diverses personnes dans la rue au hasard, et plusieurs affirmaient être en désaccord total avec le péage. Les arguments soulevés tournaient beaucoup autour du fait que les contribuables sont déjà très taxés et que le péage leur imposerait une charge supplémentaire inacceptable, ou encore, que les systèmes de transport en commun sont trop déficients pour combler les besoins de transport.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la mairesse Laplante n'entend pas baisser les bras et exige une réponse rapide de la part du gouvernement.

Quelle sera l'avenue envisagée par le gouvernement ?

- a. Instaurer un péage sur toutes les autoroutes de la province.
- b. Instaurer un péage seulement aux entrées de la ville de Montréal.
- c. Ne pas instaurer de péage.

Conséquences correspondantes

- a. Les citoyens sortent dans la rue pour protester contre cette décision qui nuit à plusieurs collectivités plus éloignées des centres urbains. L'appui au gouvernement baisse dans les

1. Cet article contient un choix de réponses. Dans ce cas-ci, l'enseignant publie l'article normalement, incluant les choix de réponses proposés, mais excluant les « conséquences correspondantes ». C'est après que le gouvernement a pris sa décision que l'enseignant publie en une brève nouvelle le résultat correspondant au choix du gouvernement.



sondages. Toutefois, les coffres de l'État profitent de cette entrée d'argent frais qui peut servir à financer divers projets.

- b. Les municipalités des couronnes nord et sud de la région métropolitaine réclament plus d'argent du gouvernement afin de financer le développement du transport en commun. On note une amélioration sur le plan de la circulation, mais aussi beaucoup de frustration de la part des citoyens des banlieues. Les intentions de voter pour ce gouvernement semblent baisser dans ces secteurs.
- c. Les problèmes de circulation demeurent accaparants et continuent d'alimenter les chicanes perpétuelles entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.

